

Le budget 2019-2020 de Terre-Neuve-et-Labrador sera dévoilé entre cette édition et la prochaine, le 22 avril.
Lisez notre couverture en ligne sur www.gaboteur.ca et notre page Facebook.



Le Gaboteur

www.gaboteur.ca

CONVENTION DU SERVICE POSTE-PUBLICATIONS 40050438

VOL. 35 | N° 13

8 avril 2019

2 \$ (taxes comprises)

BELLE RENCONTRE AUX JEUX D'HIVER DU LABRADOR

Nicole Deschamps, de la 5e Escadre Goose Bay, en raquettes pour le sport et la communauté.

6



Photo : Jacinthe Tremblay

ENTENTE SUR LES RISTOURNES D'HIBERNIA
LES DÉTAILS EN PAGE 3

Photo : Marilyn Guay Racicot



Combat pour des poules urbaines à Stephenville 2

Rappels des parents sur la petite enfance 3

À bas les sacs : l'exemple du cabas 11

Des citoyens militent en faveur de poules urbaines à Stephenville

Un groupe de résidents de Stephenville poursuit son combat entamé en février dernier dans l'espoir de déguster des oeufs frais au déjeuner.

Marilynn Guay Racicot

Après avoir essuyé un premier refus du conseil municipal en février, les cinq militants, dont fait partie le Franco-Terre-Neuvien Jeffrey Young, ont soumis au conseil municipal une proposition officielle de projet pilote en faveur de l'élevage de poules en ville le 27 mars dernier.

Inspiré des réglementations de Corner Brook, le projet pilote d'une durée de deux ans permettrait à 20 ménages d'accueillir jusqu'à cinq poules dans leur cour et d'en récolter les oeufs pour leur consommation personnelle. Les coqs ainsi que l'abattage de la volaille seraient interdits.

Le vote du 7 février s'est soldé à quatre voix contre et deux pour, le maire de Stephenville Tom Rose et la mairesse adjointe Susan Fowlow représentant ces voix favorables. Les conseillers qui ont posé leur opposition ont soulevé des inquiétudes quant aux problèmes d'odeurs et de bruit et les plaintes que pourraient occasionner de tels élevages.

Cette perception négative est due à la méconnaissance de l'élevage de poules en milieu urbain, croit Jeffrey Young, à la tête du collectif qui milite en faveur d'une ré-

glementation plus souple. « L'essai que nous proposons permettrait à la Ville de d'évaluer le nombre réel de plaintes, puis de déterminer sur une expérience à plus petite échelle si le projet est viable à l'échelle de toute la municipalité », indique-t-il.

Plus que des oeufs frais

Après avoir été débouté par le conseil municipal, le collectif a lancé une pétition en ligne en faveur des poules urbaines dans

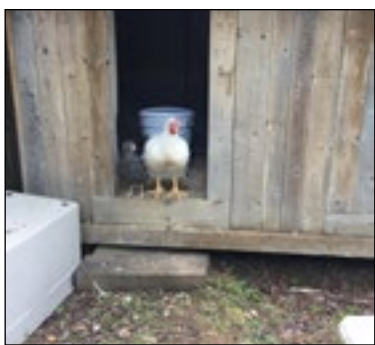


Photo : Jen Lundrigan

Poulailler dans la cour d'une résidente de Humber Village, près de Corner Brook.

cette localité de la côte ouest de Terre-Neuve. Au moment d'écrire ces lignes, un peu moins de 250 personnes avaient signé la pétition pour que la municipalité accepte ces bêtes à plumes.

Les membres du groupe ont aussi donné une présentation publique au début du mois de mars afin de démystifier les poulaillers urbains auprès de leurs concitoyens. La séance a également été diffusée en direct sur Facebook. Selon le collectif, les bénéfices d'élever des poules pondeuses sont nombreux. « Les poules urbaines permettent de contrer l'insécurité alimentaire, d'éviter le gaspillage puisque les poules s'alimentent des déchets de table et surtout, d'éduquer les enfants quant à l'origine des aliments et aux responsabilités d'entretien des animaux », fait valoir le jeune père d'un bambin de trois ans, qui a lui-même grandi sur une ferme à Sheaves Cove, à une quarantaine de kilomètres de Stephenville sur la péninsule de Port-au-Port.

Jeffrey Young espère que cette proposition de projet pilote officielle et détaillée fera renverser la vapeur lors prochaines rencontres du conseil de ville. « Des villes comme Corner Brook, grosseur similaire à Stephenville, et même St. John's, qui est beaucoup plus grande, autorisent les poules », plaide-t-il.



Photo : Courtoisie de Jeffrey Young

Jeffrey Young et son garçon Gabriel.

VILLES AMIES DES POULES À TNL

Côte ouest

Corner Brook a donné l'aval à un projet pilote similaire à celui proposé à Stephenville il y a cinq ans. La deuxième agglomération urbaine en importance de la province a ensuite adopté une loi au printemps 2017 permettant l'élevage de quatre poules par résidence après obtention d'un permis.

Région métropolitaine

La capitale se veut plutôt accueillante : aucun règlement n'interdit la possession de poules à St. John's. À Paradise, un permis permet d'avoir jusqu'à quatre poules dans sa cour. Portugal Cove-St. Philips en tolère davantage, en fonction de la taille de la propriété. Torbay a quant à elle passé un amendement en février dernier en faveur des poulaillers urbains. Seuls les résidents qui possèdent un terrain d'une superficie de plus de 2023 m² peuvent soumettre une demande de permis pour six volailles maximum. Les demandes sont traitées au cas par cas par le conseil de ville. Ce dernier sonde le voisinage avant de donner ou non l'aval à un agriculteur urbain.

Ce ne sont pas toutes les municipalités en périphérie de la métropole qui sont aussi tolérantes : les poules urbaines sont bannies à Conception Bay South et ain-

si qu'à Mount Pearl. Un jeune couple qui possédait des poules à St. John's et ayant quitté la capitale pour le petit bourg de Witless Bay se battait en novembre dernier pour obtenir l'autorisation de déménager son poulailler sur sa nouvelle propriété.

Labrador

Dans l'ouest du Labrador, la ville de Labrador City travaille présentement à élaborer une réglementation qui autoriserait les poules pour les propriétés de 600 m² et plus, à raison d'une bête par 200 m². Dans la localité voisine de Wabush, la législation en vigueur interdit l'élevage de volaille. Les agriculteurs urbains d'Happy Valley-Goose Bay peuvent quant à posséder une douzaine de poules par 4000 m², mais une limite de quatre est imposée sur des terrains plus petits mais faisant minimalement 669 m².

Du Highland sur le Big Land

Enfin, pendant que certains se battent pour quelques poules dans leur cour, un éleveur de Happy Valley-Goose Bay vient d'accueillir un premier troupeau de boeufs Highland. Darren Dinsmore espère pouvoir offrir de la viande produite localement d'ici quelques années. Entre temps, il entend vendre le boeuf du reste de l'élevage qu'il possède en Nouvelle-Écosse. (MGR)

AVIS PUBLIC

Consultation sur la prématernelle (maternelle à partir de quatre ans)

Conformément à la recommandation formulée par le Groupe de travail du premier ministre sur l'amélioration du rendement scolaire et au Plan d'action en matière d'éducation, le gouvernement provincial lance une consultation afin de diriger l'élaboration d'un document d'orientation et d'un plan de mise en œuvre progressive visant la prématernelle.

La prématernelle est un programme d'apprentissage des jeunes enfants de qualité qui est axé sur le jeu, et il serait offert aux enfants de quatre ans de la province au cours de l'année précédant l'entrée en maternelle. Un guide de discussion pour les consultations se trouve à l'adresse suivante : engagenl.ca/sites/default/files/jk_consult_guide_fr.pdf.

Les commentaires du public, des parents, des enseignants, des éducateurs de la petite enfance, des titulaires de permis de service de garde, des fournisseurs de services de garde en milieu familial et d'autres intervenants sont sollicités.

Pour participer, visitez engagenl.ca.

Il est aussi possible d'envoyer ses commentaires par courriel à JKFeedback@gov.nl.ca ou par la poste à :

Junior Kindergarten Feedback
Early Learning and Child Development Division
Education and Early Childhood Development
3rd floor, West Block, Confederation Building
P.O. Box 8700
St. John's, NL A1B 4J6

La date limite pour soumettre des commentaires est le 18 avril 2019.

gov.nl.ca



À l'écoute.
Travailleur.
Pour vous aider.

NICK WHALEN
Député fédéral St. John's-Est

[nwhalen.liberal.ca](https://www.facebook.com/nwhalen.liberal.ca)

[NickWhalenMP](https://twitter.com/NickWhalenMP)

nick.whalen@parl.gc.ca

772-7171

Suite E130, Édifice Prince-Charles, 120 Torbay Rd

LES RISTOURNES D'HIBERNIA POUR TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

2,5 milliards de dollars en 38 ans

Le 1^{er} avril 1949, les gouvernements du Canada et de Terre-Neuve-et-Labrador ont annoncé la conclusion d'une troisième entente sur les revenus tirés des ressources extracôtières de la province. Tour d'horizon de ses faits saillants.

Jacinthe Tremblay

ressources extracôtières avec le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador, signée en 2005.

C'est devant un parterre de plus de 300 invités enthousiastes réunis à l'hôtel Sheraton de St. John's que le premier ministre de Terre-Neuve-et-Labrador Dwight Ball et le ministre canadien des Services aux autochtones Seamus O'Reagan ont dévoilé les grandes lignes de la nouvelle entente qui succède à l'Accord de l'Atlantique, conclue en 1985 par les deux gouvernements et à l'Entente sur les revenus tirés des

Ce troisième accord consacre et confirme sans équivoque, selon messieurs Ball et O'Reagan, le principe voulant que Terre-Neuve-et-Labrador soit le principal bénéficiaire de ses ressources extracôtières, comme si elle se trouvaient sur ses terres. Son nom est toutefois plus précis que les accords précédents puisqu'il indique clairement la source de ces transferts à la province. Il s'agit donc de « l'entente sur les paie-

ments annuels de ristournes liées au projet Hibernia ».

2,5 milliards - 38 ans

En vertu de cette nouvelle entente, Ottawa s'est engagé à verser à Terre-Neuve-et-Labrador 2,5 milliards de dollars nets entre 2019 à 2056. De cette somme, 1,9 milliard entreraient dans les coffres de la province d'ici 2030, « selon une séquence de paiements annuels garantis commençant dans l'actuelle année fiscale », a souligné le ministre O'Reagan dans son allocution du 1^{er} avril.

La mention précédente d'un versement net de 2,5 milliards s'explique dans la mesure où les versements fédéraux totaliseront en fait 3,3 milliards de dollars d'ici les 38 prochaines années mais la province devra contribuer pour un total de 800 millions de dollars au paiement de l'équité fédérale dans le projet Hibernia entre 2045 et la fin de l'entente, en 2056.

Par ailleurs, les deux gouvernements se sont entendus pour restreindre le développement pétrolier dans la zone de protection marine proposée du chenal Laurentien tout en permettant l'exploitation sur le talus du versant nord-est (voir encadré).

Base de calcul?

Comment les deux gouvernements en sont-ils arrivés à 2,5 milliards de revenus nets pour les 38 prochaines années? Les notes d'information qui accompagnent le communiqué de presse du 1^{er} avril indiquent que c'est à quelques dol-

lars près le résultat net des ententes de 1985 et de 2005.

Ainsi, selon un tableau faisant état des paiements reçus par Terre-Neuve-et-Labrador, l'Accord de l'Atlantique de 1985 a engendré

des côtes, les négociations autour de cette entente ont aussi permis d'obtenir un engagement d'Ottawa de revoir les modalités de remboursement de la dette de Muskrat Falls afin de contribuer à la mitigation des tarifs d'électri-

Interdiction de pêche sur le talus du versant nord-est de Terre-Neuve-et-Labrador

Deux semaines avant la conclusion de l'entente entre Ottawa et Terre-Neuve-et-Labrador qui autorise l'exploitation pétrolière dans le talus de nord-est de l'île de Terre-Neuve, Pêches et Océans annonçait la fermeture de la pêche dans cette même zone afin de « protéger les coraux et les éponges et contribuer à la conservation et à la biodiversité à long terme ».

Dans la note explicative de sa décision, Pêches et Océans explique que « les coraux et les éponges assurent une fonction importante pour de nombreuses formes de vie marine. Ils servent de lieux de frai et de croissance, de nurseries et de refuges pour beaucoup d'espèces aquatiques. Les zones importantes de concentrations de coraux et d'éponges coïncident avec les zones de forte biodiversité. Les concentrations denses créées par les grands coraux d'eau froide structurants peuvent modifier les courants de fond et servir de refuge à d'autres organismes.

Cette zone (lire le talus du versant nord-est) chevauche également 32 % de la région éperon Orphan, une zone d'importance écologique et biologique qui soutient une grande diversité, y compris plusieurs espèces en déclin (p. ex. le grenadier de roche). L'interdiction des engins entrant en contact avec le fond peut protéger non seulement les coraux et les éponges, mais aussi une foule d'autres espèces de poissons et d'invertébrés qui utilisent l'habitat structurel qu'ils fournissent. »

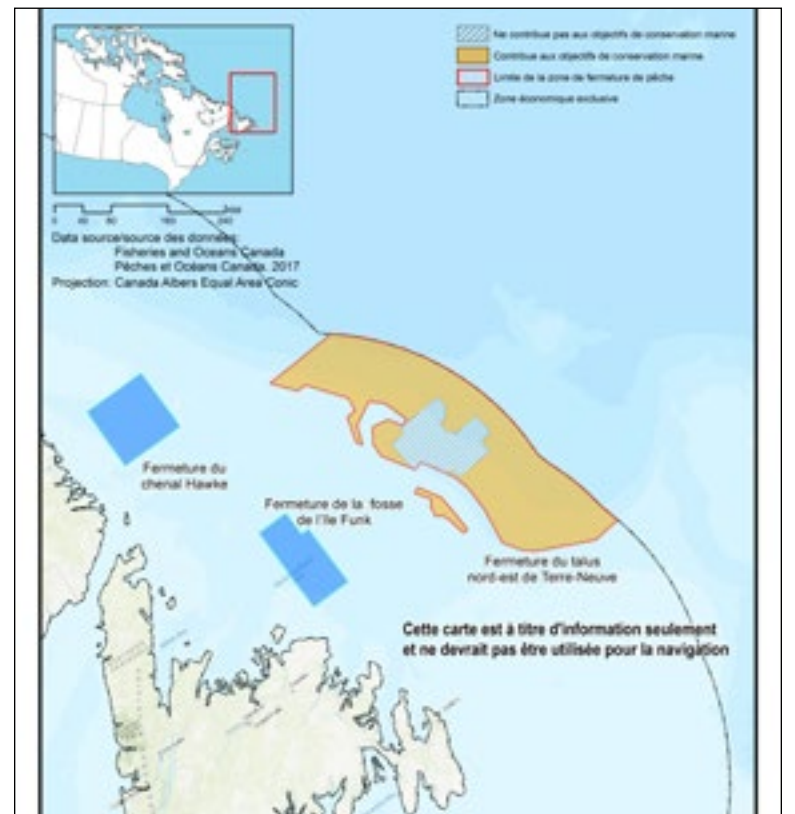


Image : Pêches et Océans.

La pêche est interdite dans le talus du nord-est par Pêches et Océans depuis le 13 mars 2019.

des transferts de 2,505 milliards entre 2001-2002 et 2010-2011, dont 641 millions cette année-là. La seconde entente, conclue en 2005, a permis le versement de 2 milliards la même année et de 536 millions en 2011.

Muskrat Falls en prime

Bien que sans lien direct avec l'exploitation pétrolière au large

cité après l'entrée en service de la centrale du Bas-Churchill.

Une première visite du ministre fédéral des Finances Bill Morneau pour en arriver à des modifications à la structure de financement du projet pour favoriser la réduction des tarifs était prévue pour le 5 avril au moment de la célébration de cette nouvelle entente, au Sheraton. À suivre.

RÉVISION DE LA LOI SCOLAIRE DE 1997 ET PETITE ENFANCE

Les parents veulent être au coeur des services

La Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FPFTNL) craint les impacts négatifs d'un transfert des services francophones à la petite enfance au Conseil scolaire francophone provincial (CSFP) tout en faisant preuve d'ouverture pour les prématernelles. Elle demande une rencontre avec le ministère de l'Éducation.

Marilynn Guay Racicot

dispensés par la Fédération des parents et ses membres.

Dans son adresse au gouvernement, le président de la FPFTNL Luc Larouche signale que ni le Conseil scolaire ni la Fédération des francophones n'ont communiqué avec la Fédération des parents avant le dépôt dudit mémoire, « que ce soit pour obtenir des informations sur ses services ou pour l'aviser des orientations et du contenu de ce rapport qui la concerne pourtant directement ».

« Plusieurs des informations contenues dans ce mémoire [étaient] inexactes », déplore la FPFTNL, qui a rectifié ce qu'elle jugeait erroné dans ce document conjoint du CSFP et de la FFTNL.

Par et pour les parents

La Fédération des parents estime qu'une telle « intégration de ces services au système scolaire n'apporterait pas que des bénéfices », soulignant que la force de son modèle mettant les parents au coeur des services serait affaiblie. Elle cite entre autres la gouvernance par et pour des parents francophones, la flexibilité de services et leur adaptation aux différents besoins des communautés desservies, le potentiel d'innovation sociale et l'expertise de la gestion des services à la petite enfance en milieu minoritaire francophone.

La Fédération des parents se dit toutefois ouverte à discuter d'un « éventuel rattachement des prématernelles francophones au sys-

tème scolaire francophone », tant que ces changements sont dans l'intérêt des familles et de la rétention des élèves dans les écoles de langue française.

Consultation publique sur la prématernelle

D'ailleurs, la Fédération des parents se réjouit de la consultation sur la prématernelle lancée le 25 mars dernier par le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador et espère pouvoir s'asseoir avec le ministère pour discuter de l'avenir des services à la petite enfance.

Actuellement, des services de prématernelle en français et d'après-école (aide aux devoirs) sont dispensés par la FPFTNL dans la capitale ainsi que par

ses comités de parents membres dans les communautés francophones de Port-au-Port ainsi qu'à Labrador City et Happy Valley-Goose Bay. La seule garderie francophone de la province, Les p'tits-cerf-volants, à St. John's, est sous la gouverne d'un organisme à but non lucratif géré par des parents. Le CSFP souhaite également obtenir le pouvoir d'offrir des services pour les petits de un an et plus.

Le public a jusqu'au 18 avril pour soumettre ses commentaires et suggestions qui guideront la mise en place d'un programme de prématernelle à partir de quatre ans pour toutes les familles de la province. Tous les détails se trouvent au www.engagenl.ca.

En bref à Terre-Neuve et au Labrador

Aux urnes avant l'été - Il y aura élections provinciales avant le 27 juin, a indiqué le premier ministre Dwight Ball en marge de l'annonce d'un don d'un million de dollars pour le nouveau théâtre de Cow Head par la Basil Dobbin Foundation, le 29 mars. Cette nouvelle n'a surpris aucun observateur. Le gouvernement multiplie les annonces de subventions et projets dans pratiquement toutes les régions de la province depuis plusieurs semaines. Les plus récents sondages, diffusés au début de mars par CBC et NTV, plaçaient de plus le Parti Libéral de Dwight Ball en tête des intentions de vote sur les Conservateurs de Ches Crosby et bien loin devant le NPD et sa nouvelle leader Alison Coffin.

Un million de dollars et un nom - La campagne pour doter d'un nouveau théâtre la municipalité de Cow Head, dans le parc national de Gros-Morne, a fait un bond de géant à la faveur d'une contribution d'un million de dollars de la Basil Dobbin Foundation, qui en a également choisi le nom. Le futur théâtre qui accueillera les productions de Theatre Newfoundland and

Labrador et celle des étudiants en théâtre du campus Grenfell de l'Université Memorial sera désormais connu comme The Nurse Myra Bennet Centre for the Performing Arts. L'infirmière Myra Bennet a prodigué pendant des décennies des soins de santé sur la péninsule Nord de Terre-Neuve. Elle a notamment mis au monde environ 5 000 bébés et parcouru les 400 kilomètres du territoire qu'elle desservait pratiquement seule à pied, en bateau et en traîneau à chiens. On peut visiter la maison qu'elle habitait à Daniel's Harbor, devenue écomusée.

Bureau des services en français - Les gouvernements du Canada et de Terre-Neuve-et-Labrador ont annoncé le 1^{er} avril dernier le renouvellement de l'entente qui assure le financement du Bureau des services en français pour les années 2018 à 2023. La contribution de chaque gouvernement sera de 350 000 \$ par année, portant ainsi la valeur totale de ce soutien à 3,5 millions de dollars pour cinq ans. Le Bureau des services en français est une entité du gouvernement provincial responsable d'assurer les liens entre les organismes francophones et les

différents ministères ainsi que de promouvoir et d'augmenter les services en français offerts par la fonction publique de la province.

Hausse du salaire minimum - Une hausse de 0,25 \$ du salaire minimum est entrée en vigueur le 1^{er} avril à Terre-Neuve-et-Labrador, portant celui-ci à 11,40 \$ de l'heure. Malgré cette hausse, le salaire minimum dans la province est le plus bas en Atlantique, où toutes les provinces ont aussi décrété une hausse le 1^{er} avril. Depuis, il est de 12,25 \$ à l'Île-du-Prince-Édouard, de 11,55 \$ en Nouvelle-Écosse et de 11,50 \$ au Nouveau-Brunswick.

70 ans de Confédération - Le 1^{er} avril 1949, Terre-Neuve devenait officiellement la 10^e province du Canada. *Le Gaboteur* a souligné cet anniversaire en diffusant en ligne un article publié en mars 1999 sous la signature de sa directrice générale et rédactrice en chef Jacinthe Tremblay dans le magazine québécois *L'actualité*. Ce texte, qui retrace l'histoire de l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération canadienne, est toujours d'actualité, 20 ans plus tard. À lire sur www.gaboteur.ca.

Suspense budget provincial - Au moment de l'envoi sous presse de cette édition, le mercredi 3 avril, la date du dévoilement du budget provincial 2019-2020 n'était pas encore connue. Le plus grand suspense pour les francophones qui sera levé par ce budget sera certainement la décision gouvernementale d'aller de l'avant, ou non, avec la construction de la nouvelle école de 510 places à Galway réclamée par le Conseil scolaire francophone provincial (CSFP) pour la région de St. John's. Le budget précèdera de plus la prochaine réunion publique du conseil d'administration du CSFP, le samedi 13 avril, au cours de laquelle les élus réagiront à la décision gouvernementale dans ce dossier et prendront position sur l'avenir de l'école Notre-Dame-du-Cap, à Cap-Saint-Georges.

Comme il s'agit de deux dossiers majeurs pour la francophonie provinciale, nous n'attendrons pas l'édition du 22 avril pour vous informer de leurs développements. Restez aux aguets des publications sur notre site Internet à www.gaboteur.ca ainsi que sur notre page Facebook.

LETTRÉ OUVERTE

LA PRESSE COMMUNAUTAIRE EN SITUATION MINORITAIRE LAISSÉE-POUR-COMPTÉ DANS LE BUDGET FÉDÉRAL 2019

À la suite des mesures insatisfaisantes du budget 2019 pour les journaux de langues officielles en situation minoritaire, l'Association de la presse francophone et la Quebec Community Newspapers Association demandaient le 22 mars une rencontre d'urgence avec le gouvernement fédéral.

Madame la ministre Mélanie Joly, Monsieur le ministre Pablo Rodriguez,

L'Association de la presse francophone (APF) et Quebec Community Newspapers Association (QCNA) attendaient le dépôt du Budget 2019 du gouvernement fédéral avec beaucoup d'espoir. Depuis 2016, l'APF et QCNA ont partagé leurs attentes avec le gouvernement afin que les journaux de nos communautés de langues officielles en situation minoritaire (CLOSM) puissent continuer de protéger la démocratie et servir l'intérêt public au sein de leurs communautés respectives.

Les mesures proposées dans votre budget pour le *Soutien au journalisme canadien* démontrent que le gouvernement n'a pas tenu compte des journaux canadiens les plus vulnérables, ceux qui desservent les CLOSM dans les 10 provinces et trois territoires

du Canada. Les critères d'admissibilité proposés pour une organisation journalistique canadienne admissible (OJCA) ne tiennent pas compte des besoins et des réalités des plus petits journaux de nos CLOSM.

En raison des décisions prises par le gouvernement fédéral dans la dernière décennie, notamment la quasi-disparition de la publicité fédérale dans les médias des CLOSM, la majorité de nos journaux ont été contraints d'adapter leur modèle d'affaire en diminuant le nombre de journalistes. Or, pour être considéré une OJCA et être admissible au crédit d'impôt, le média doit employer au moins deux journalistes à au moins 26 heures par semaine. Le média ne pourra pas non plus avoir accès au crédit d'impôt s'il bénéficie déjà d'une subvention du programme *Aide aux éditeurs du Fonds du Canada pour les périodiques*. Ces critères disqualifient plusieurs de nos journaux deux fois plutôt qu'une.

Pourtant, la partie VII de la Loi sur les langues officielles (LLO) oblige les institutions fédérales à appliquer, lorsqu'ils développent des programmes et services, des critères qui tiennent compte des réalités et des besoins des CLOSM.

Les médias communautaires jouent un rôle essentiel dans le développement et l'épanouissement des CLOSM et sont souvent la seule source d'information écrite de langues officielles en situation minoritaire de toute une province ou un territoire. Le rapport du Comité permanent du patrimoine canadien (juin 2017) en fait d'ailleurs éloquentement foi. Les conclusions du rapport final d'enquête du Commissariat aux langues officielles (juin 2017), abondent dans le même sens.

Si le Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023 nous proposait un certain appui pour mieux desservir les CLOSM en

matière de journalisme civique, les mesures ne répondent que partiellement aux besoins criants de nos journaux, qui malgré leurs efforts soutenus n'arrivent pas à couvrir les pertes substantielles des dix dernières années.

À ce stade-ci, le statu quo n'est pas acceptable puisqu'il fera en sorte que les plus vulnérables seront moins bien servis et que certains de nos médias ne survivront pas. Nous communiquerons avec votre bureau afin d'obtenir une rencontre d'urgence afin d'identifier, avec vous, des solutions gagnantes pour veiller à ce que le gouvernement respecte ses obligations en vertu de la partie VII de la LLO et permette aux journaux communautaires de langues officielles en situation minoritaire de profiter des mesures positives de Soutien au journalisme canadien annoncées dans votre budget 2019.

FRANCIS SONIER

PRÉSIDENT | Association de la presse francophone

LILY RYAN

PRÉSIDENTE INTÉRIMAIRE | Quebec Community Newspapers Association



Photo : Jacinthe Tremblay

EN COUVERTURE

Belle rencontre aux Jeux d'hiver du Labrador

Nicole Deschamps, de la 5^e Escadre Goose Bay, n'avait jamais couru en raquettes avant l'automne dernier. Rencontre avec cette médaillée de bronze au biathlon des Jeux d'hiver du Labrador 2019 et autres belles découvertes de cet événement en pages 6 et 7.



Le Gaboteur est le journal francophone de Terre-Neuve-et-Labrador depuis 1984. Il est publié en versions papier et numérique par la société sans but lucratif LE GABOTEUR INC.

Siège social

65, chemin Ridge bureau 252-A
St. John's (TNL) A1B 4P5

709 753-9585

Un gaboteur, c'est un bateau qui transporte des marchandises ou des personnes de port en port. C'est aussi une personne qui se promène un peu partout et rapporte des nouvelles.



GAGNANT DES PRIX D'EXCELLENCE 2017
meilleur projet spécial et meilleur article arts et culture

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2017
meilleure photo et meilleure page

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2018
meilleur projet spécial

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nathalie Brunet, *présidente*
Ysabelle Hubert, *vice-présidente*
Flora Salvo, *secrétaire*
Cyr Couturier, *trésorier*
Nancy Boutin, *relations avec les membres*

Contact

ca@gaboteur.ca

ÉQUIPE

Directrice générale et responsable de la rédaction
Jacinthe Tremblay - dg@gaboteur.ca

Journaliste et adjointe à la rédaction
Marilynn Guay Racicot - redaction@gaboteur.ca

Abonnements et publicité locale
Patrice Potvin - ventes@gaboteur.ca

Ont collaboré à ce numéro
Carol Clifford, Éric Cyr, Anais Hébrard,
Aurélien Lagueux-Beloin (*Agence Science-Presse*), Marie-Josée Mahé.

Mise en page
Jessie Meyer

Impression
Advocate Printing

Distribution (dernier numéro)
600 exemplaires

ISSN 0836-8155

Publicité
Représentation nationale
Lignes agates marketing,
anne@lignesagates.com

**Terre-Neuve-et-Labrador/
Saint-Pierre et Miquelon**

Le Gaboteur Inc.
dg@gaboteur.ca
www.gaboteur.ca/annoncer

ABONNEMENT

Tarifs pour un an, avant taxes

CANADA
Papier + numérique : 29 \$
Numérique (Canada) : 19 \$

INTERNATIONAL
Numérique : 30 \$
Papier + numérique : 130 \$

www.gaboteur.ca/abonnement

LE GABOTEUR INC. est membre de l'Association de la presse francophone (APF). Nous sommes fiers d'appuyer la Fondation Donatien Frémont.



COMMUNAUTAIRE

Port-au-Port succombe à la fièvre de la Zumba!

Marilynn Guay Racicot

Au cours des derniers mois, près d'une vingtaine d'élèves trottaient avec excitation chaque semaine entre l'école Notre-Dame-du-Cap et le Centre des Terre-Neuviens français à Cap-Saint-Georges. À la tête du cortège, leurs entraînant professeurs Madame Sam et Madame Naomi troquaient les matières scolaires pour enseigner la Zumba dans les deux langues à raison d'une séance parascolaire hebdomadaire.

La Zumba est une forme de danse aérobique qui comprend des rythmes latins, comme la salsa, la meringue, mais aussi des influences hip-hop et africaines. « C'est un entraînement physique tout en positivité qui fait appel à la créativité! », résumait à l'unisson Samantha Lainey et Naomi Félix-Gaddes,

le duo qui a entrepris de faire danser les jeunes de 6 à 12 ans l'automne dernier.

Malgré de nombreux cours reportés en raison de tempêtes, cette première session, qui visait à sonder l'intérêt des jeunes, a connu un franc succès. Chaque semaine, les filles lâchaient leur fou et enchaînaient les pas de danse au centre communautaire. Quelques élèves de l'école anglophone Our Lady of the Cape ont aussi joint la troupe francophone.

Plus que de la danse

Ce n'est pas la première fois que les rythmes exotiques de la Zumba résonnent sur la péninsule. De l'autre côté de la montagne, leur collègue Marcella Cormier, directrice de l'école Sainte-Anne, fait danser les adultes depuis 2013. Suivant les pas de la pionnière, les aspirantes se sont rendues à St. John's en mai 2018

pour suivre une formation qui les qualifie pour enseigner la Zumba à un public adulte, mais aussi aux enfants.

Les cours pour les petits danseurs diffèrent de ceux offerts aux grands, puisqu'ils incluent des

activités pédagogiques. Entre deux chorégraphies, Samantha et Naomi animent des jeux imaginés par la communauté Zumba. « Les jeunes apprennent des nouveaux mots et embarquent dans un voyage autour du monde », détaillent-elles. À la

fin de la session, le duo a passé le flambeau aux fillettes, qui ont relevé avec brio et beaucoup de plaisir le défi d'animer un cours de danse.

Pas étonnant donc qu'une deuxième session commence ces jours-ci à Cap-Saint-Georges et que le cours soit aussi offert aux jeunes de La Grand'Terre, grâce à une collaboration avec l'Association régionale de la côte ouest (ARCO). La première troupe était composée que de danseuses, mais les enseignantes n'en doutent pas : les garçons ne tarderont pas à succomber à la fièvre!



Photo : Courtoisie de l'ARCO

La première troupe était composée que de danseuses, mais les enseignantes n'en doutent pas : les garçons ne tarderont pas à succomber à la fièvre!

À compter du 4 avril, les cours, au coût de 20 \$ par enfant ou 25 \$ par famille, se déroulent après l'école les jeudis au Centre des Terre-Neuviens français et les mercredis au Centre Sainte-Anne. Infos et inscription : 709 642-5254.

CAMPAGNE DE FINANCEMENT

Vente de briques pour un terrain de jeu neuf à l'école Sainte-Anne



Photo : Page Facebook ESA Playground Project

Une somme de 7 420 \$ reste à être amassée pour rafraîchir le terrain de jeu de l'école Sainte-Anne à La Grand'Terre.

Lancée en janvier 2018, la campagne Terrain de jeu pour l'école Sainte-Anne vise à récolter 41 020 \$ pour l'aménagement de nouvelles installations extérieures pour les élèves de La Grand'Terre. Le futur module de jeu, qui comprendra aussi des balançoires, profitera à toutes les familles de la communauté. Au moment d'écrire ces lignes, la générosité de plusieurs donateurs avait permis d'amasser 25 600 \$. « Nous avons aussi reçu la confirmation de John Finn [député de Stephenville-Port au Port et secrétaire parlementaire du ministre de la Santé et des Services communautaires] que notre demande de subvention au fonds Community Healthy Living a été acceptée! Grâce à leur générosité, nous allons bientôt recevoir une subvention de 8 000 \$ pour la nouvelle infrastructure! [notre traduction] », annonçait le comité le 29 mars dernier sur la page Facebook du projet. Au moment d'écrire ces lignes, le comité était à 7420 \$ de son objectif.

Le comité formé de parents et d'enseignants ne manque pas de créativité pour faire monter la cagnotte : bingo, soirées dansantes, tirages, réveille-o-thon, repas communitaires, vente d'objets d'artisanat, etc. Cette fois-ci, il sollicite le soutien d'individus, d'entreprises, d'associations, de clubs et autres organisations pour l'achat de briques personnalisées. Ces briques identifiées au nom des donateurs serviront à paver le chemin qui mènera au terrain de jeu. Les prix des briques s'élèvent entre 150 \$ et 300 \$, en fonction de la taille. Les personnes intéressées peuvent commander ces briques auprès des membres du comité, à l'école Sainte-Anne ou via la page Facebook **ESA Playground Project**, où sont diffusés tous les détails ainsi que les annonces des activités de financement. (MGR)



Photo : Page Facebook ESA Playground Project

Le nouveau module de jeu convoité.

À l'agenda

Nouveau : soccer pour adultes à St. John's - Aux séances de badminton, aux ateliers d'improvisation et aux cours de yoga et de tai-chi qui reprennent ces jours-ci au Centre communautaire des Grands-Vents s'ajoutent des parties de soccer en français pour les adultes. Ce nouveau rendez-vous sportif amateur se déroule tous les dimanches de 11 h 30 à 13 h 30 dans le gymnase des Grands-Vents gracieuseté d'une collaboration entre l'Association communautaire francophone de Saint-Jean (ACSFJ) et Compas. Infos : www.acfsj.ca.

Pâques pour les enfants à l'ACFSJ - Samedi 13 avril à compter de 14 h, une chasse aux oeufs, du bricolage et d'autres surprises attendent les familles au Centre des Grands-Vents pour célébrer la fête de Pâques. À noter que le centre sera fermé du 19 au 22 avril à l'occasion du congé pascal. Infos : www.acfsj.ca.

Camp d'été en français langue seconde - L'inscription est ouverte pour le camp d'été en français langue seconde de French for life, qui se déroulera du 22 au 26 juillet 2019 à St. John's au 1496 Topsail Road. Cette semaine d'activités en français vise à aider les élèves à conserver leurs acquis pendant la période estivale. Infos et inscription : info@frenchforlife.com.

Partie de sucre et concert à Labrador City - Le 13 avril à 11 h, les amateurs d'oeufs dans le sirop, de fèves au lard, d'oreilles de christ et de tire sur neige ont rendez-vous au club de curling de Labrador City pour un déjeuner style cabane à sucre. Pour l'occasion, de la grande visite en provenance de la péninsule de Port-au-Port rendra l'expérience des plus enlevante : les frères Félix, célèbres musiciens franco-terre-neuviens, animeront l'événement de leur répertoire traditionnel. À partir de 5 \$ pour les membres et 10 \$ pour les non-membres. Inscription requise : info@aftnl.ca ou 709 944-6600. (MGR)



Photo : Archives Le Gaboteur

L'Association francophone du Labrador invite petits et grands à se sucrer le bec avec de la tire sur neige le 13 avril prochain.

LE GABOTEUR AUX JEUX D'HIVER DU LABRADOR

En 2013 et 2016, *Le Gaboteur* avait couvert les Jeux d'hiver du Labrador grâce à des collaboratrices vivant à Happy Valley-Goose Bay. Depuis les bureaux du journal à St. John's, Jacinthe Tremblay avait assuré la publication de leurs textes et photos, avec un brin de jalousie.

Pour l'édition 2019, elle s'est rendue sur place pour vivre, pendant un trop court moment, au rythme de cet événement qu'elle raconte à son tour, en textes et en images.

NICOLE DESCHAMPS

LA BELLE SURPRISE FRANCOPHONE DE L'ÉQUIPE DE HAPPY VALLEY-GOOSE BAY

Jacinthe Tremblay

À l'occasion du biathlon de raquettes des Jeux d'hiver du Labrador 2019, Nicole Deschamps a franchi le fil d'arrivée sous les applaudissements nourris de la foule et de ses collègues de la 5^e Escadre Goose Bay des Forces aériennes canadiennes. Elle venait de réussir le meilleur temps dans une discipline qu'elle n'avait jamais pratiquée avant l'automne dernier.



Photo : Jacinthe Tremblay

Nicole Deschamps après une pause de récupération sous la surveillance de l'équipe médicale des jeux et de membres de l'équipe de Happy Valley-Goose Bay.



Photo : Jacinthe Tremblay

Le cadre des raquettes obligatoires des Jeux d'hiver du Labrador est en bois.



Photo : Jacinthe Tremblay

Nicole Deschamps au fil d'arrivée du biathlon.

Née à Jonquière, au Québec, dans une famille dont le père est militaire, Nicole Deschamps a vécu dans plusieurs villes du pays avant de s'établir à Happy Valley-Goose Bay avec sa famille, en avril 2018.

Au travail, le Major Nicole Deschamps est le commandant de l'Escadron de soutien des opérations de la 5^e Escadre de Goose Bay. Avec ce grade et cette fonction encore aujourd'hui déclinés au masculin seulement, elle dirige une équipe responsable de planifier et soutenir l'ensemble des opérations aériennes, navales et terrestres sur la base.

Avant d'occuper ce poste-cadre à Goose Bay, elle était responsable des systèmes de combat aérien, tels les radars et les sonars, sur les vols des Forces aériennes canadiennes. « Nicole ne pilotait pas les avions, mais c'est elle qui dirigeait leurs fonctions stratégiques », a vulgarisé le lieutenant-colonel Stéphane Racle, commandant de la base de Goose Bay depuis juillet 2018.

Dans la vie, Nicole Deschamps est la mère de deux enfants qui fréquentent l'école Boréale du CSFP et l'épouse de « Monsieur David », enseignant à cette école. Elle est aussi une sportive de haut niveau.

ULTRAMARATHONIENNE

Avait-elle fait des courses auparavant? « Oui », a-t-elle simplement répondu. C'est son patron à la 5^e Escadre, le lieutenant-colonel Stéphane Racle qui s'est chargé de donner des précisions sur les exploits sportifs de sa collègue. « Non seulement elle court, mais elle fait des ultramarathons! », a-t-il lancé avec admiration. Dans ce type d'épreuves, la distance dépasse les 42 kilomètres des marathons et peut atteindre jusqu'à 100 kilomètres.

En comparaison, les 6,5 kilomètres du biathlon des Jeux d'hiver du Labrador sont une bien courte distance, sauf que... Nicole Deschamps n'avait jamais chaussé de raquettes avant d'être invitée à rejoindre l'équipe de Happy Valley-Goose Bay à peine quatre mois avant les Jeux. Pour celle qui a vécu de nombreux déménagements, le Labrador est en effet le premier endroit où elle pouvait compétitionner dans ce sport. « J'ai accepté le défi et je me suis mise à l'entraînement », résume-t-elle.

LE BIATHLON LABRADORIEN

Le biathlon des Jeux d'hiver du Labrador combine une course en raquettes de 6,5 kilomètres et 10 tirs de pré-

sion lancés à deux points du parcours avec une carabine .22 depuis une distance de 25 verges sur une cible de 11 centimètres de diamètre.

Les raquettes utilisées pour cette épreuve doivent obligatoirement avoir été fabriquées au Labrador. Leur cadre doit être en bois et leurs dimensions doivent avoir au moins 18 pouces de longueur et 12 pouces de largeur, pour les femmes. La victoire va à l'athlète qui a réalisé le meilleur temps de course et qui a atteint le plus souvent la cible. Chaque tir raté enlève une minute sur le temps de course.

PREMIÈRE À L'ARRIVÉE

Cinquième à prendre le départ, Nicole Deschamps a été la première concurrente à franchir la ligne d'arrivée. Ses coéquipiers et supporteurs de Happy Valley-Goose Bay la voyaient déjà sur le haut du podium, mais elle a vite fait de mettre les pendules à l'heure. « J'ai raté deux cibles qui vont faire allonger de deux minutes mon temps de course », s'est-elle empressée de leur faire savoir.

Malgré ces deux minutes en plus, Nicole Deschamps a raflé le bronze de ce biathlon. Elle a ainsi contribué avec bonheur aux 269 points de l'équipe Happy Valley-Goose, ville gagnante de l'or de ces Jeux d'hiver du Labrador 2019, devant Labrador City et Cartwright sur le podium.

Cette première participation de Nicole Deschamps aux jeux labradoriens pourrait bien être une dernière, dans la mesure où les cadres de la base peuvent être affectés ailleurs moins de trois ans après leur arrivée. Comme les prochains jeux seront en 2022, il y a peu de chances qu'elle soit alors encore au Labrador.

Cette ultramarathonienne gardera toutefois de son expérience de 2019 bien plus que des souvenirs de sa propre performance sportive. « L'esprit communautaire présent dans ces jeux est extraordinaire et remarquable. On voit des gens participer à des épreuves uniquement pour donner des points à leur localité, même s'ils savent qu'ils n'ont aucune chance de gagner », a-t-elle souligné en croisant *Le Gaboteur* au lendemain de sa course.

Dans la même veine, c'est d'abord et avant tout par esprit communautaire qu'elle a couru en raquettes depuis quelques mois. La suite de son hiver sur les sentiers de Birch Brook se passera en ski de fond. La fin de ce biathlon a signé sa retraite de la raquette, a-t-elle aussi confié.

Un francophone aux commandes de la 5^e Escadre Goose Bay

Le lieutenant-colonel Stéphane Racle est aux commandes de la 5^e Escadre Goose Bay depuis juillet 2018. Le 21 mars, il était parmi les fervents supporteurs de Nicole Deschamps aux abords de la ligne de départ et d'arrivée du biathlon en raquettes au Centre de ski Birch Brook.

Plusieurs autres collègues de la militaire étaient également venus l'encourager. « Il y a actuellement 75 militaires sur la base et une dizaine d'entre nous est francophone », a souligné cet ingénieur en aérospatiale. Plusieurs enfants du personnel militaire de la base ayant le français comme langue maternelle fréquentent l'école Boréale du Conseil scolaire francophone provincial.

Si, par le passé, le travail sur la base aérienne de Goose Bay était accompli par des militaires, le modèle d'organisation en vigueur maintenant est bien différent. Ainsi, une soixantaine de civils sont responsables du soutien administratif alors que les services tels l'entretien des logements, la nourriture et le déneigement sont assurés par le sous-traitant privé Serco Inc. Cette entreprise compte environ 250 employés.



Photo : Jacinthe Tremblay

Le lieutenant-colonel Stéphane Racle, aux commandes de la 5^e Escadre Goose Bay, a salué la performance de sa collègue Nicole Deschamps quelques secondes après la fin de sa course sur les sentiers du Centre de ski nordique Birch Brook, le 21 mars dernier.

LE GABOTEUR AUX JEUX D'HIVER DU LABRADOR

BILLET

DES JEUX SANS PERDANTS

Jacinthe Tremblay

Dans un autre vie, j'ai participé à sept éditions des finales provinciales des Jeux du Québec. J'en ai même gardé quelques médailles, longtemps bien en vue dans mon auto. Lorsqu'on me demandait quel sport m'avait valu l'or, je répondais invariablement l'haltérophilie. C'était avant que je confesse le mensonge : ces médailles faisaient partie des surplus des épreuves régionales des Jeux du Québec dans la région Richelieu-Yamaska, pour lesquelles je travaillais comme agente d'information. J'avais choisi l'haltérophilie comme discipline imaginaire parce que cette région en était la puissance provinciale, à l'époque.

Mes souvenirs des Jeux du Québec, autant leurs finales régionales que provinciales, sont que malgré leur jeune âge, leurs participants étaient d'abord et avant tout animés par un puissant désir de vaincre, malgré les affirmations solennelles voulant que « l'important, c'est de participer ».

Les Jeux d'hiver du Labrador sont les Jeux de l'amitié, avais-je lu dans le matériel promotionnel de l'événement. J'avais de gros doutes, jusqu'à ce que j'assiste à un match de hockey-balle à l'aréna de Happy Valley-Goose Bay. Bien sûr, les partisans de chaque équipe étaient chacun de leur côté de la patinoire et hurlaient aux bons coups de leurs favoris. Mais ils applaudissaient

également ceux de l'équipe adverse. Par la suite, peu importe la discipline, j'ai constaté le même soutien des spectateurs pour tous les membres de toutes les équipes, peu importe le niveau de leur performance sportive.

« Ça fait tellement de bien d'être ensemble! » Je ne compte plus les fois où j'ai entendu ce commentaire. Ensemble, c'est toutes ces communautés du Labrador qui préparent pendant des mois leur venue à Happy Valley-Goose Bay tous les trois ans pour, bien sûr, aspirer à des médailles ou au titre de localité championne, mais aussi et beaucoup pour se retrouver et célébrer la fierté de leur territoire et de ses traditions.

Pendant ces jeux, j'ai assisté à de véritables exploits sportifs, mais j'ai surtout été émue et éblouie par le courage et la bonne humeur des femmes et des hommes qui savaient pertinemment qu'ils arriveraient derniers, mais pour qui, justement, l'important était de participer pour donner des points à leur village de 300 ou 400 habitants.

Au classement général, Happy Valley-Goose Bay est arrivée au premier rang, Labrador City a terminé au second et Cartwright a pris la troisième place. Ça, c'est le bilan sportif. Mais je crois qu'à ces Jeux, c'est toujours le Labrador qui gagne.

QUELLE COMPLICITÉ!



Photo : Labrador Winter Games

Moment d'un match de hockey-balle...

QUELLE PROUESSE!



Photo : Jacinthe Tremblay

Le Labrathon, c'est une course en raquettes ponctuée de quatre épreuves inspirées des habiletés nécessaires aux trappeurs. La première consiste à allumer un feu sur la neige ou la glace, à faire fondre cette neige ou cette glace dans un chaudron, puis à éteindre le feu sans laisser de trace avant de passer, à la course, au tir de précision, au sciage du bois et au creusage d'un trou pour la pêche sous la glace.

QUELLE BEAUTÉ!



Photo : Jacinthe Tremblay

Les vêtements fabriqués à la main pour les membres de l'équipe innue de Sheshatshiu ont fait tourner bien des têtes et ont gagné la faveur du jury de la Coupe remise à la délégation arborant les plus beaux costumes empreints des traditions labradoriennes.

QUEL COURAGE!

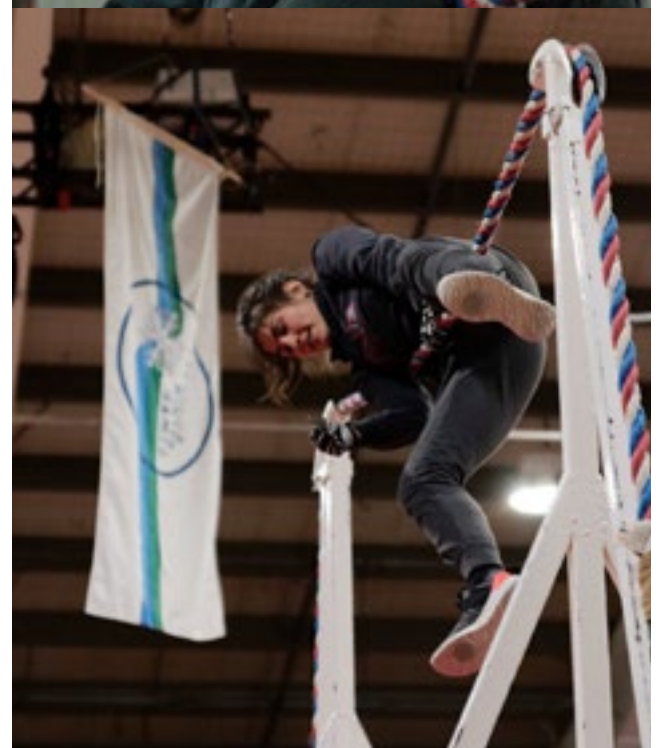


Photo : Labrador Winter Games

Après les épreuves des haies et de la corde de la première soirée des Northern Games, un nom était sur toutes les lèvres : Claire Sainsbury. La jeune femme de 19 ans de Cartwright a remporté le titre de l'athlète ayant fait preuve du meilleur esprit sportif de l'édition 2019.

QUEL REGARD!



Photo : Jacinthe Tremblay

Les épreuves de la première soirée des Northern Games ont été précédées d'un spectacle de danse et de tambours. Ce regard fier et complice est un de mes coups de coeur de cette soirée.

Cancer Fermont : l'intérêt traverse la frontière

L'organisme caritatif Cancer Fermont, qui a été reconnu à l'Assemblée nationale du Québec, au Parlement à Ottawa et par le gouverneur général du Canada et dont l'initiative est unique au pays, suscite l'intérêt dans les communautés voisines de l'ouest du Labrador.



Photo : Éric Cyr

Le maire de Wabush, Ron Barron, le fondateur de Cancer Fermont, Denis Grenier, le maire de Labrador City, Wayne Button et le maire de Fermont, Martin St-Laurent à l'hôtel de ville de Labrador City,

Éric Cyr

Voilà maintenant un moment que Denis Grenier, le président et fondateur de l'association qui vient localement en aide aux personnes atteintes du cancer ainsi

qu'à leurs proches, souhaite voir son concept fermontois « faire des petits ailleurs ». Il affirme avoir été approché par d'autres localités du Québec, mais tenait à faire ses premiers pas hors de chez lui auprès de ses voisins labradoriens. « L'ouest du Labrador, c'est comme notre

deuxième chez-nous », dit-il.

Ainsi, le 18 mars dernier à l'hôtel de ville de Labrador City, monsieur Grenier a offert une présentation aux maires de Labrador City, Wayne Button, et de Wabush, Ron Barron, lors de laquelle il a expliqué cette approche de

soutien non conventionnelle plus flexible et mieux adaptée aux gens qui combattent le cancer. Le maire de Fermont, Martin St-Laurent, s'était aussi déplacé pour l'occasion.

Dans le cadre de cette réunion d'information, Denis Grenier a d'abord démystifié la notion d'aide financière directe aux malades et a expliqué la vision et la mission prônées par l'organisation aux élus des conseils municipaux de ces localités du Labrador. L'objectif : les aider à mieux comprendre ce concept et inciter des chefs de file de ces communautés à reproduire le modèle fermontois afin d'aider leurs citoyens.

La rencontre regroupait aussi des leaders du Labrador Ouest intéressés par le projet dans l'optique d'amorcer des démarches afin d'implanter un sosie de Cancer Fermont : Cancer Labrador Ouest, directement inspiré du succès de la fondation fermontoise.

Un soutien par et pour les gens de la communauté

L'aventure de Cancer Fermont a commencé le 8 octobre 2005. À l'époque, les précurseurs Denis

Grenier et sa femme Marlène Rioux décident d'aider un ami atteint d'un cancer de la moelle osseuse en organisant une collecte de fonds. Cette initiative annonce la naissance de la fondation qui poursuit son essor, à ce jour ayant dépassé le cap du demi-million de dollars réparti aux personnes atteintes de cette maladie à Fermont grâce à des dons et plusieurs activités de financement.

Cette action, portée par des bénévoles, est unique en son genre au pays puisque les dons ne servent pas à financer la recherche sur le cancer ou de l'équipement médical comme c'est généralement le cas. Les sommes collectées sont plutôt distribuées aux malades ainsi qu'à leurs familles afin de les aider à surmonter cette épreuve et contribuer à dissiper le stress occasionné par le cancer, mais aussi par la bureaucratie et la complexité du système de santé et des régimes d'assurances.

Les personnes combattant le cancer peuvent actuellement recevoir jusqu'à 3 500 \$ par année pendant cinq ans. Depuis 2005, Cancer Fermont a dispensé plus de 500 000 \$ aux malades fermontois et à leurs proches.

PUBLIREPORTAGE



REGARDER LOIN POUR VOIR MIEUX

DRE CLARE HALLERAN

OPTOMÉTRISTE | CLARENVILLE - MARYSTOWN



Native de Clarenville, la Dre Clare Halleran est revenue au bercail en 2011 après avoir pratiqué l'optométrie en Californie et en Alberta. En 2016, elle est devenue propriétaire de la clinique East Coast Eye Care, autrefois propriété de ses parents. « Cette profession me permet à la fois d'aider les gens, d'être en affaires et de travailler sans jamais m'ennuyer », résume-t-elle.

Si elle reçoit parfois des francophones unilingues à la clinique de Clarenville, les patients de Saint-Pierre et Miquelon qui la consultent à Marystown, où elle se rend une fois par mois, lui offrent plus d'occasions de pratiquer son français. « Je peux tout comprendre ce que les gens me disent, peu importe leur accent. Mon défi est de leur donner des explications en français. Quand les mots me manquent, j'utilise des outils de traduction en ligne. J'étais meilleure avant... », confie-t-elle avec honnêteté.

Avant ses études en optométrie en Californie, Clare Halleran avait à deux reprises consacré une grande partie de ses vacances d'été pour étudier le français pendant 10 semaines à l'Université Sainte-Anne, en Nouvelle-Écosse. « Il y avait aussi du français autour de moi quand, à la

même période, j'ai fréquenté l'Université Acadia en biologie », se rappelle-t-elle.

Cette connaissance du français lui sert d'abord en Californie. « À la clinique de l'université, nous avions beaucoup de patients latinos. Il m'arrivait de faire des flips-flops français-espagnol », dit-elle en riant. À Calgary, où elle pratique d'abord après l'obtention de son diplôme, Clare Halleran servait aussi des gens originaires des pays francophones, comme Haïti et l'Île Maurice.

Même si elle a moins d'occasion de pratiquer sa langue seconde depuis son retour à Terre-Neuve, elle est en mesure de rendre ses patients francophones confortables en les écoutant et en déployant tous les moyens possibles pour clarifier ses explications dans leur langue maternelle.

NOUVEAUX DANGERS

Dans sa pratique, Dre Halleran observe, tout comme les chercheurs, de plus en plus de problèmes oculaires liés aux longues périodes passées devant des écrans. Ces problèmes sont en hausse autant chez les enfants que chez les adultes.

« Ce n'est pas naturel de regarder aussi longtemps à la même distance. Chez les enfants, les périodes prolongées devant des écrans changent la façon dont les yeux grandissent. On note donc, par exemple, une apparition plus précoce et une incidence plus élevée de la myopie », souligne l'optométriste. Un plus grand nombre

de jeunes enfants doivent donc porter des lunettes. Plus tard, ils pourront aussi porter des lentilles cornéennes qui ralentissent la progression de la myopie.

Chez les adultes, les cas de syndrome de l'oeil sec et de fatigue visuelle sont en hausse chez les travailleurs rivaux à longueur de journée devant des écrans et exposés à la lumière des fluorescents, constate également Clare Halleran.

REMÈDES NATURELS

Si les problèmes engendrés par de longues périodes devant des écrans peuvent être traités par des lunettes, des lentilles ou des médicaments, comme des gouttes, des changements des habitudes de vie ou de travail sont parmi les meilleurs remèdes à ces maux.

« Il faut limiter le plus possible le temps d'écran des enfants à la maison et augmenter les activités qui permettent de regarder à différentes distances, comme jouer dehors, sans téléphone », recommande Clare Halleran. Cette dernière recommandation s'applique aussi aux adultes, à qui elle conseille de cligner fréquemment des yeux et de prendre des pauses loin de l'écran.

Selon Dre Halleran, l'école a aussi un rôle pour prévenir les problèmes chez les plus jeunes en variant l'attention visuelle des élèves ainsi qu'en leur permettant plus régulièrement de regarder au loin et de jouer dehors.

CONCOURS NATIONAL DE RÉDACTION

Quatre élèves de l'immersion remportent des bourses pour étudier en français

Finissante au programme d'immersion de Mount Pearl Junior High, Carol Clifford a remporté une bourse de 10 000 \$ de l'Université de Moncton dans le cadre du 14^e concours national de rédaction de Français pour l'avenir, aux côtés de trois autres jeunes terre-neuviens.

Marilynn Guay Racicot

Ce concours de rédaction offre aux élèves de la 10^e à la 12^e inscrits dans un programme de français langue première ou de langue seconde de démontrer leur maîtrise de cette langue officielle. Les jeunes qui se prêtent au jeu courent la chance de remporter l'une des 86 bourses totalisant un montant de 267 000 \$. En plus de donner confiance aux jeunes en leurs capacités, ces bourses offertes par 12 universités

canadiennes visent à encourager les récipiendaires à poursuivre leurs études postsecondaires en français.

Trois autres étudiants de Terre-Neuve se sont démarqués dans le cadre de ce concours auquel participent des centaines d'étudiants d'un océan à l'autre. Ericka Maloney, de Holyrood, s'est vue remettre une bourse de 2000 \$ de l'Université de Lethbridge en Alberta. L'Université d'Ottawa a décerné deux bourses de 1000 \$ à Victoria McGrath, de Holyrood, et Luke Cronin, de South River.

Carol Clifford : la politique en français

Carol Clifford a d'abord cru à un vilain tour lorsqu'elle a reçu le courriel l'informant qu'elle était la grande récipiendaire de l'une des trois bourses de 10 000 \$ de l'Université de Moncton pour son texte « Le bien-être des étudiants secondaires, combien vaut-il? ». Rapidement, l'incrédulité s'est transformée en réjouissance : avant même de gagner cette bourse, la finissante en immersion à Mount Pearl Junior High savait d'ores et déjà qu'elle voulait poursuivre ses études en français. Elle convoitait plusieurs institutions, mais ce généreux soutien a fait pencher la balance. Quelles sont ses aspirations? « Je m'intéresse à la politique et aux lois », dit celle qui lorgne désormais le programme de science politique de l'institution néo-brunswickoise, la plus grande université canadienne de langue française à l'extérieur du Québec.

La jeune femme de 17 ans a fait ses premiers pas dans l'apprentissage de cette deuxième langue dès la maternelle. Ses parents, tous



Photo : Courtoisie de Français pour l'avenir

Carol Clifford poursuivra ses études postsecondaires en français à l'Université de Moncton, grâce à une bourse de 10 000 \$.

deux anglophones unilingues, ont toujours tenu à ce qu'elle et sa soeur cadette apprennent le français pour perpétuer l'héritage linguistique familial d'un aïeul écossais ayant vécu au Québec et appris le français. Très fière de son bilinguisme et consciente de son atout pour une future carrière au Canada, Carol Clifford aime la langue française pour

toutes ses variations culturelles. Son intérêt envers cette langue l'a d'ailleurs menée dans la province d'accueil de son grand-père : deux fois plutôt qu'une, elle a participé à des camps d'été en français au Québec. Sa prochaine destination lui permettra non seulement de poursuivre ses études en français, mais aussi de découvrir la culture acadienne.

LE BIEN-ÊTRE DES ÉTUDIANTS DU SECONDAIRE, COMBIEN VAUT-IL?

Cette année, les participants du concours national de rédaction étaient invités à réfléchir à des moyens d'améliorer le bien-être des élèves du secondaire. Nous publions une version abrégée du texte de Carol Clifford, récipiendaire d'une bourse de 10 000 \$ de l'Université de Moncton.

Carol Clifford

À mon avis, il y a plus d'une façon d'améliorer la qualité d'expérience que les étudiants subissent pendant l'école secondaire. Avec les ressources illimitées, je pense immédiatement à des changements plus banals : gâteau gratuit et illimité chaque jour, pas de devoir et certainement un été plus long. Même si je suis certaine que les gens seraient contents, est-ce que ces changements nous aideront à long terme? Honnêtement, si j'avais les ressources illimitées je ferais des adaptations qui vont encourager l'amélioration du bien-être des étudiants.

Premièrement, j'aurais réduit le coût ou j'assurerais que plus de services médicaux soient couverts par les assurances pour les étudiants du secondaire. Jusqu'au mois dernier, je n'étais pas au courant du coût d'un plombage. Si tu n'as pas d'assurance, ce service te coûterait plus de 500 \$ pour deux dents à Terre-Neuve. Avec beaucoup à s'inquiéter pendant l'école secondaire, les étudiants ne devraient pas être concernés si leur parent ou même eux-mêmes a les moyens de payer les traitements dentaires, ce qui est un besoin.

De plus, selon la Fondation nationale du sommeil, les adolescents sont parmi les gens plus probables de ne pas avoir assez de sommeil. Le nombre d'heures suggéré est neuf heures et quinze minutes, mais la plupart des adolescents reçoivent moins de sept heures

chaque nuit. Souvent les étudiants ont un emploi à temps partiel, des activités parascolaires et des devoirs, ce n'est pas une surprise que les étudiants se trouvent souvent fatigués le lendemain quand ils doivent lever tôt le matin. Voulons-nous que nos étudiants ne soient pas capables de se concentrer, de retenir l'information ou de surmonter le stress quand ils sont à l'école?

Enfin, j'implémenterais des politiques d'évaluations plus avantageuses pour les étudiants. D'avoir trois ou quatre tests sur différents sujets et des projets tous à échéance pendant une semaine n'est pas seulement stressant, mais c'est aussi irréaliste dans la « vraie vie ». Si on implémentait une nouvelle politique qui limite les tests à seulement un ou deux par semaine, on pourrait s'assurer que les étudiants ont assez de temps et de ressources pour se préparer. Avec cette nouvelle politique les étudiants n'auraient pas à choisir de se préparer pour un cours au lieu d'autre, chaque cours aurait son propre temps, une idée plus réaliste des situations que les étudiants feront face à l'avenir. Par ailleurs, cette politique laisserait aussi plus de temps aux étudiants pour les activités parascolaires, le temps avec la famille et les amis et le temps pour soi, tout ce qui est important pour le bien-être d'une personne.

Pour lire la version complète et découvrir les rédactions des élèves de partout au pays, visitez www.french-future.org sous l'onglet « Concours national de rédaction ».

Pêches et Océans
Canada
Fisheries and Oceans
Canada

Plaisanciers qui fréquentent les rivières à saumon de la province

Pêches et Océans Canada (MPO) demande au public de faire preuve de prudence quand il utilise des bateaux de plaisance dans les cours d'eau à saumon suivants.

<ul style="list-style-type: none"> Rivière Campbellton Rivière Conne (camp 1 et cours inférieur) Rivière Garnish Rivière Harry's Rivière Rocky Rivière Little 	<ul style="list-style-type: none"> Ruisseau Western Arm Rivière English (Postville) Rivière Sand Hill Ruisseau Southwest (affluent de la rivière Paradise) Rivière Dykes (ruisseau Muddy Bay) Rivière Traverspine
---	---

Les chercheurs du MPO comptent installer dans ces rivières des barrières de dénombrement des saumons, afin de surveiller la population de saumon. Ces dispositifs sont habituellement placés dans un rayon d'un kilomètre de l'embouchure du cours d'eau.

Les cours d'eau suivants comportent des passes migratoires pouvant comprendre des barrages de déviation:

<ul style="list-style-type: none"> Ruisseau Bernard's (affluent de la rivière Conne) Cours inférieur de la rivière Terra Nova Cours supérieur de la rivière Terra Nova Ruisseau Salmon (affluent de la rivière Gander) Rivière Exploits (aux barrages de Bishop's Falls et de Grand Falls) 	<ul style="list-style-type: none"> Rivière Lomond Ruisseau Middle (Parc David Smallwood, Gambo) Ruisseau Rattling, camp 1 (affluent de la rivière Exploits) Rivière Torrent Rivière Northeast Placentia
---	--

On demande aux plaisanciers qui naviguent dans les cours d'eau susmentionnés d'être à l'affût de ces installations, en particulier la nuit ou pendant les périodes de fort débit, alors qu'elles peuvent être moins visibles. Si vous avez des préoccupations ou des questions, s'il vous plaît communiquez avec le MPO à:

Chantelle Burke
Direction de Science
Pêches et Océans Canada
(709) 772-1959

Canada

COMMIS IV (RÉAFFICHÉ)
Centre des sciences de la santé
Services bilingues
Poste permanent à temps plein



Heures :	75 heures aux deux semaines (jours de 8 heures, sans rotation)
Salaire :	CG-27 (de 23,07 \$ à 25,53 \$ par heure)
Numéro du concours :	2018001686
Date d'affichage :	28 octobre 2018
Date de clôture :	Jusqu'à ce que le poste soit comblé

À PROPOS DE NOUS

Eastern Health, qui compte quelque 13 000 employés dévoués et qui dessert une population de plus de 300 000 habitants, est la plus grande régie de la santé intégrée à Terre-Neuve-et-Labrador. Elle offre un ensemble complet de services de soins de santé, y compris des services de santé publique, des services communautaires, des soins de longue durée, des soins hospitaliers, ainsi que des programmes et services provinciaux uniques. À la régie, nous sommes fiers d'offrir les meilleurs soins et services possible aux gens de nos collectivités, de notre région et de notre province. Pour ce faire, nous embauchons des personnes qualifiées, compétentes et bienveillantes qui sont dévouées à leur profession et qui ont à cœur notre vision prônant des personnes et des collectivités en santé.

RÉSUMÉ DES FONCTIONS

Le commis IV des Services bilingues organise et coordonne toutes les affaires administratives liées au service et participe à la gestion générale du programme des Services bilingues, tout en offrant des services de secrétariat et de soutien administratif de nature hautement confidentielle. Ce travail consiste notamment à établir des liens, à assurer la liaison et à communiquer avec divers professionnels de la santé internes et externes, des organismes, des patients, des familles, des bénévoles, des dirigeants syndicaux, des organismes de réglementation et d'autres intervenants liés aux diverses fonctions du service et de l'organisation. Le commis IV interagit également avec les cliniciens et les organismes de réglementation des îles françaises de Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM). Il traduit des renseignements confidentiels du français vers l'anglais; organise et coordonne, entre autres, des téléconférences et des réunions de comités internes et interorganisationnels, à l'échelle ministérielle, régionale ou provinciale, ainsi que des activités spéciales, et peut être appelé à y participer. Il doit également élaborer, rédiger et distribuer des ordres du jour, rédiger et transcrire des comptes rendus, s'occuper des réservations de salles à l'interne et à l'externe, de l'équipement, des déplacements et des itinéraires, ainsi que des services de traiteur, et doit accomplir toute autre tâche connexe, au besoin.

EXIGENCES LIÉES AU POSTE

En postulant pour ce poste, vous reconnaissez avoir compris que les exigences habituelles liées au poste comprennent ce qui suit (sans s'y limiter) :

Soulever régulièrement des objets de moins de 5 lb et occasionnellement des objets pouvant atteindre 10 lb. La possibilité de se tenir debout et marcher dans l'environnement de bureau.

Le travail exige constamment une grande précision (dextérité fine) pour la saisie et la tenue des données, ainsi qu'une bonne coordination oculomanuelle pour l'exécution du travail et le maintien des fichiers de bases de données.

Le travail requiert des habiletés de motricité fine bilatérale répétitive (c.-à-d. utilisation du clavier et de la souris) pour la saisie et le maintien des données, ainsi qu'une bonne coordination oculomanuelle pour assurer la précision lors de l'exécution du travail et du maintien des fichiers de bases de données.

CONDITIONS DE CANDIDATURE

Avoir réussi au moins deux (2) années d'un programme en administration de bureau dans un établissement d'enseignement reconnu/autorisé (collège).

Posséder un certificat en terminologie médicale.

Posséder au moins trois (3) ans d'expérience acquise au cours des cinq (5) dernières années à un poste administratif à responsabilités croissantes.

Compétences attestées en anglais et en français (à l'oral et à l'écrit).

Avoir une connaissance des techniques de traduction constitue un atout.

Capacité de traduire des documents simples en tenant compte du style, de la langue, de l'usage et du débit).

Compétences attestées dans l'utilisation de la suite Microsoft Office, du calendrier Outlook et d'Internet.

Capacités éprouvées en matière de communication et d'organisation.

Excellente capacité de résolution de problèmes et d'analyse.

Capacité manifeste de travailler avec un niveau minimal de supervision dans un environnement de travail dynamique.

Capacité manifeste de travailler efficacement en équipe tout en respectant les délais.

Avoir un bon dossier de rendement et de présence au travail.

*Une preuve de réussite d'un programme en administration de bureau et d'un certificat en terminologie médicale à jour est requise. Pour être considérés à jour, le programme et le cours doivent avoir été suivis au cours des cinq (5) dernières années, à moins d'avoir été utilisés dans des postes récents. Cette exigence doit être démontrée dans la demande d'emploi.

Le poste s'adresse aux candidats internes et externes de sexe masculin et de sexe féminin. Toutefois, la préférence sera accordée aux candidats qualifiés internes de l'unité de négociation régionale HS de la NAPE.

Veillez présenter votre candidature en ligne à l'adresse suivante :
<https://employment.easternhealth.ca>

Pour faire partie de notre équipe, veuillez soumettre votre curriculum vitae/lettre de présentation ou le formulaire de demande en ligne, et démontrer clairement que vous satisfaites aux conditions requises. Prenez soin d'y inscrire votre adresse postale actuelle, votre numéro de téléphone pour vous joindre durant la journée, votre adresse de courriel, le numéro de concours et votre numéro d'employé, s'il y a lieu.

Coordonnées pour les demandes de renseignement concernant le recrutement

Téléphone : 709-777-7777 (5-2)

Courriel : employment@easternhealth.ca. Les formulaires de demande/curriculum vitae envoyés à cette adresse ne sont pas acceptés.

CANDIDATS EXTERNES : Nous remercions tous les candidats de leur intérêt. Cependant, nous ne communiquerons qu'avec les personnes sélectionnées pour une entrevue. La personne retenue devra fournir un certificat de bonne conduite satisfaisant émis par la GRC ou la police locale (une vérification des antécédents en vue d'un travail auprès de personnes vulnérables pourrait être nécessaire), ses attestations d'études, l'agrément ou le permis d'exercice (s'il y a lieu) et son numéro d'assurance sociale.

Les employés de la NAPE doivent prendre note que, conformément à l'article 15, Projet pilote NAPE, les employés qui se voient offrir un poste doivent **immédiatement** informer leur employeur de leur décision d'accepter la nomination. Les employés qui ont besoin de plus de détails concernant le poste doivent les obtenir avant de recevoir l'offre d'emploi.

Le livre papier, plus polluant que la liseuse? 4 choses à savoir

Auréli Lagueux-Beloin
 AGENCE SCIENCE-PRESSE

L'empreinte carbone laissée par la production d'un livre imprimé est devenue un argument chez ceux qui défendent le passage aux appareils numériques. Mais d'un autre côté, le bon vieux papier a pour avantage de durer plus longtemps et de pouvoir passer entre plus de mains. Qui dit vrai? *Le Détecteur de rumeurs* et *Unpointing*, « média de l'action face aux changements climatiques », survolent quatre aspects du problème.

1) Les cycles de vie du papier et du numérique

Dans une recherche parue en 2012 dans le *Journal of Industrial Ecology*, une équipe de l'Université du Québec à Chicoutimi a décortiqué le cycle de vie d'un livre depuis les coupes forestières faites par l'industrie des pâtes et papiers jusqu'à ses derniers moments dans le bac de recyclage ou au dépotoir. En déterminant les quantités de gaz à effet de serre émises à chaque étape de la production, les chercheurs ont donc calculé son empreinte carbone.

D'après leurs résultats, la production d'un livre de poche fabriqué aux États-Unis ou au Canada génère 2,71 kg de CO². « Les différentes étapes de la vie d'un livre ne pèsent pas toutes aussi lourd dans la balance : la majorité des émissions de CO² proviennent de la fabrication de la pulpe, vierge ou recyclée, et du papier », précise l'un des auteurs de l'étude, Claude Villeneuve, titulaire de la Chaire en éco-conseil de l'Université du Québec à Chicoutimi.

Si les livres poussent dans les arbres, ce n'est toutefois pas le cas des liseuses! Leur fabrication, de l'extraction de la matière première jusqu'au recyclage des pièces, totalise, selon une évaluation de la compagnie Apple, une empreinte carbone de 120 à 160 kg de CO² pour l'iPad Pro, tandis qu'une étude de la firme américaine de consultants Cleantech publiée en 2009 mesurait environ 170 kg de CO² pour la Kindle d'Amazon.

Il ressort donc de ces chiffres qu'après quatre ans d'utilisation intensive (durée de vie moyenne d'un iPad, selon Apple), l'empreinte carbone d'une liseuse correspond à celle de 45 à 65 livres neufs. Autrement dit, pour que la liseuse démontre un bilan similaire à celui des livres en papier, il faudrait que son propriétaire achète au minimum un livre par mois pendant quatre ans.

2) Le livre papier : le facteur géographique

L'empreinte carbone des livres imprimés peut toutefois varier suivant la géographie. Par exemple, « [l]es usines de pâtes et papiers québécoises sont majoritairement alimentées par des centrales hydroélectriques, dont l'empreinte est faible. Aux États-Unis, les centrales au charbon pèsent bien plus lourd », note Claude Villeneuve. La distance entre les différentes étapes du cycle de vie d'un livre joue aussi : le passage par l'entrepôt d'un détaillant en ligne peut faire grimper son kilométrage.

3) Le livre papier, un « réservoir de carbone »

Bien que les chercheurs de l'Université de Chicoutimi ne soient pas allés jusque-là, on peut considérer qu'entre le livre numérique et le livre papier, ce dernier a pour avantage de devenir un réservoir à carbone... dès qu'il s'installe quelque part! « Tous les livres qui garnissent ma bibliothèque depuis des années stockent le carbone au lieu de le relâcher dans l'atmosphère, souligne Claude Villeneuve. Avec ma collection de livres, j'emprisonne une partie des gaz à effet de serre inhérents à mes livres. »

4) La bibliothèque publique, la botte secrète du livre

Le bon vieux bouquin a encore une carte en réserve. Les livres empruntés à la bibliothèque n'étant pas à usage unique, il faut donc prendre en compte que plusieurs lecteurs se partageront un même ouvrage. L'empreinte carbone du livre papier s'en trouve donc réduite, et la pente est encore plus difficile à remonter pour la liseuse.



Photo : Oleg Chernyavsky | Dreamstime.com

L'empreinte carbone d'une liseuse correspond à celle de 45 à 65 livres neufs.

Cabas les sacs!

En mars dernier, l'annonce d'une consultation publique provinciale sur l'interdiction des sacs de plastique à usage unique a créé la surprise chez notre collaboratrice saint-pierraise : « Vous en êtes encore là, à Terre-Neuve-et-Labrador? Un article sur le cabas s'impose! » Voici ce qu'elle avait à dire.

Anaïs Hébrard

À Saint-Pierre et Miquelon comme en France quelques temps auparavant, un festival de sacs en plastique battait son plein entre le supermarché, le dépanneur et la maison pour rapporter le fruit de magasinages en tout genre. Un jour, en 2016, loi européenne oblige, le sac à usage unique a été prohibé.

Les Français sont de grands disciplinés et préfèrent souvent l'exception qui confirme la règle à la règle elle-même. Pourtant, à Saint-Pierre, le sac à commission est très vite entré dans les mœurs. Alors que la fin de la distribution gratuite de sacs en plastique à usage unique semblait inimaginable, chacun s'est plié sans grogner à l'interdiction. Il est vrai qu'il n'y avait pas d'autre option possible : le choix n'avait pas été laissé au consommateur.

D'une pierre deux coups et simultanément, il fallut se faire à la disparition des poches ornées de réclames des divers commerces et à la bonne habitude d'avoir sur soi un cabas (prononcé « caba ») ou un sac non jetable.

Un souvenir écolo

Assez vite, la vedette a été le cabas enjolivé de photos de Saint-Pierre, plaquebière en gros plan, bâtiments de la ville en kaléidoscope, chevaux en panorama. Combien de visiteurs sont partis avec ce cadeau peu onéreux, léger et terriblement exotique dans leurs bagages? Sortir le fameux sac *made in* Saint-Pierre lors d'une tournée de courses dans un supermarché métropolitain est souvent un prétexte à discussion tandis que le caddy retourne à son lieu de rangement. « Oh votre sac! Vous venez de Saint-Pierre et Miquelon? Comme c'est original! »

D'autres sacs ont fait leur apparition : le *tote bag* vantant les produits bio ou une action caritative, filets à provisions en crochet comme ceux de nos grands-mères, mais dans des couleurs vives, paniers d'osier achetés au marché, cabas de toutes les régions de France, de Corse, de Normandie ou d'Alsace. Un must, le *tote bag* rapporté de The Rooms avec les fleurs sauvages de Terre-Neuve, prétexte à toutes sortes de questions sur cette région, lors de séjours en France.

Il arrive que la caisse en carton vienne à la rescousse quand le sac a été oublié à la maison. Dans ces cas, la nostalgie du sac jetable s'invite à la corvée des courses. Ah qu'il était pratique de ne pas avoir à se soucier de la manière dont il fallait rapporter les articles achetés! Il suffisait de remplir quatre ou cinq sacs ensuite recyclés en poubelles.

Mais cette nostalgie ne dure pas. En effet, il suffit de réfléchir un instant aux dégâts irréversibles causés par le plastique : la tortue Luth étouffée par ce qu'elle a cru être une délicieuse méduse, le dauphin dont la nageoire s'est prise dans une anse, le baleineau muselé par un sac. Pour nous qui vivons dans un territoire où la mer est omniprésente, la lutte contre la pollution plastique n'est pas un vain mot. Il suffit de se promener le long du littoral pour en mesurer la présence désolante.

Avoir réussi à se passer des sacs du commerce est sans doute une minuscule victoire sur cette terrible matière polluante. Nous pouvons en être fiers et, lorsqu'au Canada, un sac plastique est encore proposé au moindre achat, nous pouvons mesurer notre avancée. Le réflexe « cabas » est une réponse, minime, mais efficace, à cette catastrophe pour la terre que représente l'omniprésence des matières plastiques.



Photo : Courtoisie d'Anaïs Hébrard

Anaïs Hébrard et sa collection de cabas.

Plus qu'un emploi, c'est une aventure.

Marine Atlantique
Marine Atlantique

Marine Atlantique est actuellement à la recherche de **technicien spécialiste de l'environnement** pour un travail au sein de son service de la Santé, de la sécurité et de l'environnement (SSE) à ses installations de Port aux Basques à T.-N.-L.

Relevant du gestionnaire de la SSE, le technicien spécialiste de l'environnement assume la responsabilité de fournir de l'expertise environnementale à travers l'organisation, y compris les opérations actuelles et les nouveaux projets. Une partie essentielle du rôle du titulaire de ce poste est de donner des opinions professionnelles et d'assurer la supervision de l'élaboration, la mise en œuvre et la réalisation globale du plan de gestion de l'environnement de Marine Atlantique.

Pour des informations complètes sur cette poste, s'il vous plaît consulter notre site web. Les candidats intéressés doivent postuler en ligne avant le **16 avril 2019 à 16 heures, heure de l'Atlantique**.

MARINEATLANTIQUE.CA/NOUSEMBAUCHONS

Marine Atlantique est une société d'État fédérale qui assure un service de traversier indispensable entre Terre-Neuve-et-Labrador et la partie continentale du Canada.

employeur

Avis de demande et instructions relatives à la procédure Demande visant l'exportation d'électricité aux États-Unis Nova Scotia Power Incorporated

Dans sa demande du 20 Mars 2019, Nova Scotia Power Incorporated (le **demandeur**) souhaite, en vertu de la section II de la partie VI de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* (la **Loi**), obtenir de l'Office national de l'énergie l'autorisation d'exporter jusqu'à un total combiné de 1,200,000 MWh par année d'énergie garantie et interruptible pendant une période de 10 ans. Les informations concernant la participation que détient le demandeur et ses sociétés affiliées dans des installations de production ou de transport et des ententes d'approvisionnement en énergie sont fournies dans le dossier de candidature du demandeur, lequel est disponible en ligne dans la base de données réglementaires de l'Office.

L'Office souhaite obtenir les points de vue des parties intéressées sur cette demande avant de délivrer un permis ou de recommander au gouverneur en conseil de soumettre la demande au processus de délivrance des licences. Les Instructions relatives à la procédure énoncées ci-après exposent en détail la démarche qui sera suivie.

- Le demandeur doit déposer et conserver en dossier des exemplaires de la demande aux fins d'examen public pendant les heures normales d'affaires, à ses bureaux situés au Nova Scotia Power Incorporated, 1223 Lower Water Street, Halifax, NS B3J 3S8, Téléphone: (902) 428-6109 Fax: (902) 428-4006, et en fournir un exemplaire à quiconque en fait la demande. Il est aussi possible de consulter un exemplaire de la demande pendant les heures normales d'affaires à la bibliothèque de l'Office (517, Dixième Avenue S.-O., 2e étage, Calgary (Alberta)). Pour prendre rendez-vous, prière de composer le 1-800-899-1265. La demande est aussi disponible en ligne à l'adresse www.nsb-one.gc.ca.
- Les parties qui désirent déposer un mémoire doivent le faire auprès de la secrétaire de l'Office, Office national de l'énergie, au 517, Dixième Avenue S.-O., bureau 210, Calgary (Alberta) T2R 0A8 (fax : 403-292-5503), et le signifier au demandeur, au plus tard le 8 mai 2019.
- Conformément au paragraphe 119.06(2) de la Loi, l'Office s'intéressera aux points de vue des déposants sur les questions suivantes:
 - les conséquences de l'exportation sur les provinces autres que la province exportatrice;
 - si le demandeur:
 - a informé quiconque s'est montré intéressé par l'achat d'électricité pour consommation au Canada des quantités et des catégories de services offerts;
 - a donné la possibilité d'acheter de l'électricité à des conditions aussi favorables que celles indiquées dans la demande à ceux qui ont, dans un délai raisonnable suivant la communication de ce fait, manifesté l'intention d'acheter de l'électricité pour consommation au Canada.
- Si le demandeur souhaite répondre aux mémoires visés aux points 2 et 3 du présent Avis de la demande et des présentes Instructions relatives à la procédure, il doit déposer sa réponse auprès de la secrétaire de l'Office et en signifier un exemplaire à la partie qui a déposé le mémoire, au plus tard le 23 mai 2019.
- Pour obtenir de plus amples renseignements sur les méthodes régissant l'examen mené par l'Office, communiquez avec la secrétaire de l'Office, par téléphone au 403-292-4800, ou par fax au 403-292-5503.

La secrétaire de l'Office,
Sheri Young

Gaboteur **sans conteneur**

Limiter son empreinte écologique en évitant de générer des déchets : tel est le défi que s'est fixée notre collaboratrice **Marie-José Mahé**. Dans cette chronique, elle partage astuces, rencontres inspirantes et autres trouvailles.



Marie-José Mahé

L'horticulture bienfaisante, une affaire de famille chez les Murray

Mike Murray de Murray's Garden à Portugal Cove-St. Phillips est très soucieux de l'écologie. Le petit comptoir de légumes de son père est devenu sous sa tutelle une grande entreprise d'horticulture avec une ferme de 70 acres dont 11 000 pi² de serres.

Après avoir pris une semi-retraite en laissant les rênes à ses trois fils, Mike continue à s'impliquer localement et nationalement pour nettoyer l'environnement et trouver des solutions aux problèmes causés par la pollution et les changements climatiques.

Localement, en tant que président du conseil d'administration de la nouvelle Chambre de commerce de Portugal Cove-St. Phillips, il a fait pression lors de réunions municipales pour empêcher la destruction des lieux par la trop grande construction de quartiers résidentiels et de bâtiments tels des grands commerces. Il veut encourager les petites industries locales, surtout celles qui peuvent contribuer au respect de l'environnement.

« L'environnement ne peut pas tolérer un trop grand développement, dit-il. Cela cause déjà des problèmes d'inondations. Les grandes constructions em-

pêchent l'eau de s'évacuer normalement, car elle se heurte au ciment et ne peut être absorbée par les terrains qui ont été détruits pour faire place aux bâtiments. Nous avons aussi un grand besoin de conserver nos espaces verts, poursuit-il, ce qui va loin pour lutter contre la pollution. »

JARDINS URBAINS À LA RESCOURSSE

Durant une conférence internationale sur les villes vertes à laquelle participaient plusieurs pays d'Asie et d'Europe, des scientifiques ont établi que les espaces verts jouaient un énorme rôle dans la gestion de tempêtes, d'inondations, de tornades et de cyclones, de verglas, de la neige et de la purification de l'atmosphère. Les plantes sont très importantes.

Déjà dans plusieurs pays, on agit. En Italie, par exemple, 50 millions d'arbres ont été plantés pour transformer les rayons du soleil en chlorophylle nécessaire à la production d'oxygène. Mike est impliqué dans plusieurs organisations. Il fait partie de l'association Canadian Nursery Landscape qui comprend plus de 5000 membres au Canada. Il se rend souvent en Floride pour discuter des projets et de l'im-

portation de plantes de cet état, qui s'élèvent à plus de 80 millions de dollars chaque année.

« Il est si important de faire pousser le plus d'espaces verts possible, dit-il. Nous devons retourner à nos petits jardins potagers, mais nous pouvons aussi construire des jardins sur les toits et des jardins verticaux. Cela se fait depuis quelques années déjà dans bien des grandes villes. »

Localement, Murray's Meadow Farm fait pousser des légumes biologiques. Evan et Cameron Murray, les fils de Mike, ont ouvert The Grounds Cafe où on déguste des plats cuisinés à partir des récoltes de la ferme consacrée à l'approvisionnement du restaurant. Tout est local, frais et préparé avec soin. Les personnes végétaliennes ou intolérantes au gluten peuvent aussi y trouver leur bonheur.

Et si vous voulez composter vos légumes, mais ne pouvez le faire de votre petit appartement, vous pouvez aller chez Murray's et y déposer vos épluchures de légumes. Ils seront ravis de les utiliser dans leurs jardins. Après tout, cette famille est dédiée au bien-être de notre planète.



Photo : Page Facebook de The Grounds Cafe

Potager attendant au restaurant The Grounds Cafe, source de légumes frais pour la cuisine.

1525 Portugal Cove Road, Portugal Cove, Newfoundland

INFOS : murraysgardens.com

Gabriel Brodeur

Avocat
709 570-5791
gbrodeur@stewartmckelvey.com

Pratique générale en droit des affaires, dans les deux langues officielles

- Achat et vente d'entreprises
- Financement
- Immobilier
- Construction

Barreau du Québec (2011)
Law Society de TNL (2012)



STEWARTMCKELVEY.COM

STEWART
MCKELVEY
LAWYERS • AVOCATS



LORRAINE MICHAEL

DÉPUTÉE PROVINCIALE

St. John's Est-Quidi-Vidi

☎ 709-729-3709

📠 709-576-1443

lorrainemichael@gov.nl.ca



AMBASSADEUR
DE
L'IDENTITÉ FRANCOPHONE
DANS VOTRE ÉCOLE



SAMUEL

SAVOIRS MULTIDISCIPLINAIRES EN LIGNE

30 000 DOCUMENTS
UNE SEULE ADRESSE

copibecnumerique.ca

COPIBEC
COPIBEC.CA